

« PS et Ecolo ne mesurent pas le danger du PTB »

Olivier Chastel dévoile sa stratégie pour relancer le MR. Et met en garde contre tout dialogue avec l'extrême gauche.

Le président du MR revient sur les résultats « contrastés » de son parti aux communales et provinciales, mais n'oublie pas le PS et Ecolo. Ils ont ouvert un dialogue avec le PTB ? « C'est très inquiétant pour la démocratie, tranche Olivier Chastel. On ne m'enlèvera pas de l'idée que l'origine du PTB, sa revendication marxiste-communiste, tout cela représente un danger. » Le libéral met donc en garde : « Ceux qui parlent avec le PTB ne mesurent pas le danger que représente l'extrême gauche. Je pense que la manœuvre du PS est dangereuse, mais que dire d'Ecolo qui, ici et là, accepte ou a accepté de se mettre autour de la table ? Un parti qui ne veut même pas se définir de gauche ou de droite et qui fraye avec le PTB ! J'attire l'attention de tous les électeurs qui ont rejoint Ecolo, et je leur dis : je suis terriblement inquiet de la dérive de ce parti. »

Voilà pour les adversaires. Mais concernant le MR, avec le recul d'une dizaine de jours depuis le 14 octobre, Olivier Chastel nuance sa première analyse du scrutin. « Je l'ai dit le lundi midi et ne change pas d'analyse : nos résultats sont assez contrastés, nous dit-il. Mais nous devons tirer les enseignements d'un tel scrutin. Mon sentiment est un peu mitigé puisqu'on a une difficulté à convaincre plus d'électeurs dans les grandes villes, spécifiquement à Bruxelles. Nous devons analyser la sociologie des grandes villes, la qualité de notre

message, nous sommes en train de le faire. Je n'ose presque plus le dire, car on me reproche d'être dans le déni, mais le MR n'a jamais eu autant de bourgmestres (103), de majorités (66) et a un nombre d'élus (1.500 élus) et de majorités (170) similaire à 2012. On a donc gardé une forte implantation locale. Ce qui n'enlève rien au fait qu'on doit sans doute penser un peu différemment dans les grandes villes. »

Le lendemain du scrutin, il parlait d'« excellent résultat » en Wallonie et de « stabilisation » à Bruxelles. *« Était-ce la bonne communication ? « Je n'ai pas dit que tout allait bien en Wallonie. Je ne sais pas si c'était la bonne communication, mais c'est le ressenti que j'en avais le lundi midi. Je n'enlève rien à ce que j'ai dit. Dix jours plus tard, mon impression est un peu plus contrastée. » ■*

Pas d'accord à Charleroi

Les négociations PS-PTB en vue de former une coalition à Charleroi, c'est fini.

« C'était déjà clair lors de la précédente rencontre, il l'a confirmé samedi dans la presse et l'a répété aujourd'hui : monsieur Magnette veut continuer son projet de ville comme avant », a indiqué jeudi la tête de liste carolo du PTB Sofie Merckx. L'extrême gauche exigeait « une rupture » par rapport à un projet qualifié de « libéral », alors que Paul Magnette était prêt à mettre « quelques inflexions » plus à gauche dans l'accord de majorité.

ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU MR

« On a péché dans notre message, il faut valoriser notre action sociale »

MR Pour le président du MR, les bleus doivent placer d'autres accents qu'économ

- ▶ Olivier Chastel revient sur les résultats « contrastés » du MR, le 14 octobre.
- ▶ Pour lui, la ligne reste celle du « libéralisme authentiquement social ». Mais les bleus doivent « valoriser » leur action dans les gouvernements.
- ▶ Les critiques de Boris Dillière, Vincent De Wolf ? « Ils se trompent. »
- ▶ Autre coup de gueule : le président cogne le PS et Ecolo pour avoir ouvert le dialogue avec le PTB.

SUITE DE LA PAGE UNE

Le MR ressort fébrile des communales et provinciales du 14 octobre. A sept mois des législatives, Olivier Chastel nous dévoile la stratégie des bleus pour rebondir.

Pour mieux répondre aux attentes des citoyens, vous dites que vous allez analyser la sociologie des grandes villes : ce n'était pas fait ?

On est un peu en retard là-dessus. Si on additionne les 25 % de votes blancs et nuls aux votes de rejet, je me dis que tous les partis traditionnels sont passés à côté des besoins de nos concitoyens dans les grandes villes. Il est devenu compliqué d'y capter l'attention d'une partie de la population qui se désintéresse de la politique, notamment en lien avec une plus grande précarité. Demain, les futurs responsables politiques devront attacher une attention particulière aux grandes villes.

Vous parlez de résultats contrastés pour le MR. Il y a eu des pertes de majorités symboliques...

Dans le deuxième tour effectivement, à Bruxelles, il y a eu très clairement un mouvement, le PS souhaitant prendre la vague Ecolo et préférer des alliances avec les verts plutôt qu'avec le MR comme en 2012. C'est ça qu'on paie le soir des élections. Donc, selon moi, il y a du bon et du moins bon dans nos résultats. Je trouve dès lors que les sorties de certains amis bruxellois, sans doute dans un besoin d'exister au lendemain du scrutin, étaient précipitées. Il faut un peu de recul pour analyser un scrutin, avoir le retour des militants. Réagir sous prétexte qu'on a conservé son mayorat, et donner des leçons aux autres ou trouver des responsabilités isolées, je ne pense pas que c'était le bon angle. Je veux donc le dire

très clairement à Boris Dillière et Vincent De Wolf : ils se trompent.

En quoi précisément ?

Quand Boris Dillière pointe une responsabilité particulière. On fait des élections ensemble, on partage les succès, les défaites. Je n'exonère personne en matière de responsabilité, pas même moi. Mais 24 heures après une élection, pointer tel ou tel n'était pas ce qu'il fallait faire.

Et à De Wolf, vous reprochez quoi ?

La même chose. On interprète son propos en retenant qu'il faut en revenir au libéralisme social, mais le libéralisme est authentiquement social ! Nous y adhérons tous et nous le mettons en pratique. Je lui dis donc, comme à ceux, peu nombreux, qui veulent droitiser le MR, que nous avons des valeurs, une ligne politique, une doctrine. Et c'est au départ de cette ligne et de cette doctrine que nous allons élaborer nos programmes, fédéral, régional et européen. On ne va pas dévier de cette ligne, elle est complète. Il ne faut donc pas accoler l'étiquette « sociale » au libéralisme puisque le libéralisme est authentiquement social. Point.

Point... mais ça n'a pas suffi.

On avait le nez dans le guidon. Décliner le bilan du gouvernement fédéral et brandir les bons chiffres en matière d'emploi, de pouvoir d'achat, n'a pas suffi pour toucher le cœur des Bruxellois et des Wallons, en particulier dans les grandes villes. Je pense donc qu'on a péché dans le message que l'on a délivré, moi en particulier. On a un peu occulté certains domaines, comme la qualité de vie, qu'on aurait dû mettre davantage en avant. Quand on parle de 219.000 emplois créés, on parle assez peu de la qualité de ce travail, de la manière

de le concilier avec la vie privée, de la mobilité... On n'a pas mis assez en évidence nos propositions et réalisations en matière d'environnement, de développement durable, de soins de santé, de sécurité alimentaire. Or, notre doctrine recherche l'épanouissement de chacun, s'engage vis-à-vis des générations futures, ne laisse personne au bord du chemin, avec le souci de l'intérêt collectif. Et elle se traduit dans nos actions. Mais les partis d'opposition, les syndicats, nous ont collé une étiquette de parti anti-social.

La participation à la suédoise, avec la N-VA, brouille la perception.

On participe à ce gouvernement avec notre libéralisme authentiquement social. Et en ce qui me concerne, je n'ai pas de difficulté à vivre ce libéralisme et à participer à ce gouvernement.

Que faire dès lors pour décoller l'étiquette « anti-social » ?

On a mis en avant les résultats économiques du gouvernement...

... l'économique a primé dans votre message, pas assez le social ?

Exactement. On n'a pas su valoriser ce que ce gouvernement a fait. Est-ce que vous connaissez un gouvernement qui a autant renforcé les pensions minimums ? La pension minimum est de 1.245 euros pour les salariés ou indépendants avec une carrière complète. En début de législature, elle était de 1.050 pour les indépendants. C'est plus de 10 % d'augmentation. Est-ce que vous connaissez un gouvernement qui a autant fait progresser le revenu d'intégration ? Pour un isolé ou un chef de famille, il a augmenté de près de 15 %. La Grapa a progressé de 10 %, pour qu'il y ait de moins en moins de pension-

nés approchant du seuil de pauvreté. On ne l'a pas assez souligné.

Le faire davantage suffira à décoller l'étiquette « anti-social » ? Il ne reste que sept mois avant les élections. Les syndicats ne vous lâchent pas...

Il faut contrer ce que disent les partis d'opposition, les syndicats auxquels on demande un peu de correction. En soins de santé par exemple, Maggie De Block a fait diminuer le prix de 1.300 médicaments, mais on brandit souvent l'antibiotique ou le spray nasal. Et

sous ce gouvernement, le budget des soins de santé est passé de 22 à 25 milliards. Qu'elle a orienté vers des thérapies novatrices, des maladies orphelines, le renforcement de la recherche sur les maladies graves ou de l'offre en soins de santé mentale pour les enfants... Il y a aussi l'interdiction de supplément d'honoraires pour les chambres à deux lits, ou le tiers payant que les

bénéficiaires d'une intervention majorée ne doivent plus avancer. Qui peut encore dire que nous n'avons pas été attentifs à tous ces gens ? Mais on n'a pas suffisamment mis l'accent là-dessus. Ces domaines vont faire partie du débat fédéral et régional. Comme la mobilité, le développement durable, même si l'ambition n'est pas de devenir un parti Ecolo bis.

Et vous pensez pouvoir réunir tout le MR autour de cela ?

Oui. Bien sûr.

Charles Michel portera la campagne pour le 26 mai ?

Il est assez normal que le Premier ministre sortant fasse partie intégrante du dispositif, à la limite plus qu'un président de parti.

« Je le dis à Boris Dillies et Vincent

De Wolf qui donnent des leçons et pointent des responsabilités : ils se trompent »

Quid de Didier Reynders ?

Il jouera un rôle important.

A la Région bruxelloise ?

En tout cas, nous devons avoir un seul projet cohérent pour Bruxelles, ce qui n'avait pas été le cas il y a cinq ans, avec un programme électoral, un livre... Il faut un programme, un message, une vision. ■

Propos recueillis par

DAVID COPPI

MARTINE DUBUISSON

ANALYSE

Une ligne, un calendrier

On a reproché au président du MR de ne pas être assez... président. N'ayant pas fait campagne et restant dans les pas de Charles Michel. Ici, Olivier Chastel reprend les rênes. Réaffirmant la ligne du parti, « qui est la bonne ». Tançant ceux qui se sont précipités pour imputer la responsabilité de la défaite bruxelloise à Didier Reynders ou prôner un retour au « libéralisme social ». Boris Dillies et Vincent De Wolf sont admonestés : « Ils se trompent ! » Pour autant, Olivier Chastel reconnaît que le message du MR a failli. Ne s'adaptant pas assez à la sociologie des grandes villes. Insistant trop sur les résultats économiques du gouvernement,

pas assez sur son « action sociale ». Négligeant des problématiques telles que la qualité de vie, l'environnement, la mobilité. Ce qui a fait fuir des électeurs bleus vers les verts. Des électeurs qu'il faut d'urgence récupérer.

Pour (tenter de) redresser la barre à sept mois des législatives, Olivier Chastel veut mettre tout le MR d'accord. Rassembler autour de la ligne, celle du « libéralisme qui est authentiquement social ». Et d'un calendrier : les programmes seront soumis au débat « des militants et non-militants » ; un congrès avec des experts et des personnalités extérieures aura lieu le 25 novembre à Louvain-la-Neuve, avec cinq grandes thématiques, dont la qualité de vie et la mobilité. Fin janvier, début février, le MR sera en ordre de bataille. Prêt à contrecarrer le... « péril communiste ».

D.CI ET M.A.D.

PTB « La manœuvre du PS est dangereuse, ne parlons pas d'Ecolo ! »

Face au MR, on voit venir une campagne très à gauche, très « alternative » à la suédoise... C'est logique, on s'attend à ça depuis quatre ans.

Les discussions avec le PTB, c'est nouveau, ça vient de sortir...

En effet, et c'est très inquiétant pour la démocratie.

C'est aussi ce que l'on appelle un « signal » de l'électeur...

C'est vrai, mais ça ne change rien à mon inquiétude. On ne m'enlèvera pas de l'idée que l'origine du PTB, sa revendication marxiste-communiste, tout cela représente un danger. Je comprends que l'on soit très attentif à ne pas briser le cordon sanitaire vis-à-vis de l'extrême droite après ce qui s'est passé pendant la Seconde Guerre mondiale, mais je pense que si on élargit un peu son champ de vision, une partie de l'Europe nous regarde avec étonnement aujourd'hui, celle qui a connu le joug communiste, le travail forcé, des dizaines de millions de morts, des millions de ressortissants qui ont franchi le rideau de fer pour venir chez nous... Ceux qui parlent avec le PTB ne mesurent pas le danger que représente l'extrême gauche. Et je suis encore plus étonné par le rôle que joue Ecolo dans ce jeu.

Ecolo ?

Oui, car je vous ai dit que la manœuvre du PS est dangereuse, mais que dire alors d'Ecolo qui, ici et là, accepte ou a accepté de se mettre autour de la table avec le PTB pour tâter le terrain ? Un parti qui ne veut même pas se définir de gauche ou de droite et qui fraye avec le PTB... J'attire l'attention de tous les électeurs qui ont rejoint Ecolo, un parti qui semble être capable de former des majorités avec le PTB à l'avenir. Ces discussions pourraient demain avoir lieu à un autre étage, dans nos Régions ! Je sais que des électeurs libéraux, aussi venus d'ailleurs, ont rejoint Ecolo... Et je leur

« Une partie de l'Europe nous regarde avec étonnement, celle qui a connu le joug communiste »

dis : je suis terriblement inquiet de la dérive de ce parti.

Cela étant, la FGTB veut ça : une alliance PS, Ecolo, PTB.

Vous imaginez ce qu'il adviendra de tout le travail de redressement économique ? On connaît les recettes communistes. Non seulement le PTB est infréquentable, mais leur programme est dangereux, inapproprié, il coûte des dizaines de milliards d'euros... Les socialistes le disaient eux aussi dans la campagne. Ils ont tout oublié ?

Certains jugent qu'il faudrait imposer un cordon sanitaire, pour exclure le PTB.

Je n'aime pas parler de cordon sanitaire, je dis simplement - le CDH et Défi disent la même chose - qu'il est inconcevable pour les libéraux de se retrouver à une même table et de discuter ensemble d'un programme, de l'avenir.

Bref, vous ne leur passez rien : le PTB, ce n'est pas Podemos, pas Syriza, vous les renvoyez au communisme, point.

Oui.

Le fait est qu'ils captent un vote protestataire, de rejet...

Car les partis traditionnels n'ont pas pu faire, dans leur communication, la démonstration de l'efficacité de leurs politiques. Une partie des électeurs se réfugie alors dans ce vote de rejet. Et c'est une chance qu'aucun mouvement d'extrême droite ne perce en Wallonie. Voyez l'Italie, où les deux mou-

vements extrêmes, Cinq étoiles et la Ligue, sont parvenus à se rejoindre pour gouverner ! C'est la preuve qu'il faut être terriblement prudents dans l'exercice de notre démocratie. Il faut que les partis démocratiques se ressourcent et parviennent à démontrer l'efficacité de leurs politiques et de leurs messages auprès de celles et ceux qui s'en sont détournés.

Les partisans d'une alliance PS-Ecolo-PTB expliquent que la gauche est majoritaire en Wallonie, qu'il faut en tenir compte.

La gauche serait majoritaire. Ah bon ? Le PTB est un parti classique de gauche ? Cette analyse-là banalise d'un coup ce parti. C'est ce que nos concitoyens veulent ? Le communisme au pouvoir en Wallonie ? C'est cela, la gauche ? Mais dans quelle région vit-on ? En fait, il y a le PS, qui est loin de représenter la majorité de l'électorat, et voilà toute la gauche chez nous en réalité, car le PTB est un parti du rejet, quant à Ecolo, il se dit ni de gauche ni de droite. L'axe MR-CDH représente entre 35 % et 40 % de l'électorat wallon, face à un PS qui réunirait 25 % de l'électorat.

Le PTB, Ecolo aussi, même si c'est en tenant un tout autre discours, attaquent les partis dits « traditionnels », ce qui vous fait du mal...

Je sais. Et les jeunes, primo-votants, qui ont juste quelques années de recul par rapport à notre histoire politique, n'ont jamais connu Ecolo au pouvoir, ils ne l'ont pas vu à l'œuvre au gouvernement, ce qui a renforcé son succès.

Il y a une adhésion de fond aussi : le réchauffement climatique, le monde en mutation...

Je n'en disconviens pas, mais je dis qu'Ecolo a bénéficié aussi d'un vote rejet parce que pas mal de primo-votants ne savent pas que ce parti a déjà participé au pouvoir. ■

Propos recueillis par D.CI ET M.A.D.